
MOZAMBIQUE

Réactivation de l'accord de Nkomati

Les gouvernements mozambicain et sud-africain ont donné, le 7 juillet à Pretoria, un second souffle à l'accord de non-agression signé en 1984 à Nkomati, en renouvelant leur engagement de ne pas soutenir leurs ennemis respectifs, la Renamo et l'African National Congress (ANC).

A l'issue de la première réunion depuis 1985 de la commission mixte de sécurité créée par l'accord de Nkomati, les deux régimes, idéologiquement opposés, ont décidé de redonner un caractère permanent à cette commission afin de « rajeunir » l'accord, selon un communiqué rendu public par le ministère sud-africain des Affaires étrangères.

Le texte, laconique, précise que la réunion, s'est déroulée dans « une atmosphère cordiale et qu'un large éventail de questions relatives à la sécurité y a été abordé, notamment « la prévention de la violence ».

Cette expression concerne « les deux mouvements terroristes », la Renamo, dont le conflit avec le régime de Maputo a ravagé le Mozambique, et l'ANC, mouvement noir interdit luttant contre l'apartheid et à qui Pretoria impute la quasi-totalité des attentats commis en Afrique du Sud.

Le chef de la délégation sud-africaine, M. Neil van Heerden, directeur-général du ministère des Affaires étrangères, a indiqué que la commission se réunirait dorénavant à un rythme mensuel, alternativement dans les deux capitales. La délégation mozambicaine était dirigée par le chef des forces armées, le général Tobias Dai.

En signant l'accord de Nkomati, le 16 mars 1984, les deux gouvernements s'étaient notamment engagés à résoudre tout désaccord ou divergence par la négociation, au moyen de cette commission mixte.

En 1985, le Mozambique avait déclaré avoir découvert des documents de la Renamo faisant état d'une continuation de l'aide sud-africaine à ce mouvement de guérilla après la signature de l'accord de Nkomati. Maputo avait alors suspendu les travaux de la commission.

Les deux pays n'ont cessé de s'accuser mutuellement de violer le pacte de non-agression, Maputo assurant que le soutien sud-africain aux « bandits » de la Renamo se poursuivait et Pretoria affirmant que l'ANC infiltrait certains de ses commandos en Afrique du Sud à partir du Mozambique. Chacun des deux gouvernements dément catégoriquement les accusations de l'autre.